

*Accords fiscaux—Loi*

le Président, M. Wilson disait: Le ministre est préparé à risquer des coupures majeures dans l'assurance médicale et l'éducation postsecondaire. Au lieu de se dépêcher dans ce secteur sur une base unilatérale et forcer des coupures dans les dépenses et les services des provinces, le ministre serait-il prêt—et c'est la question de M. Wilson—à considérer deux ou trois conférences nationales sur la santé et l'éducation postsecondaire avec les provinces pour que nous puissions établir les objectifs nationaux de plusieurs niveaux de gouvernement dans ces deux secteurs importants avant de faire les coupures et avant de causer des coupures dans les hôpitaux et des coupures dans l'éducation postsecondaire? Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Finances serait maintenant prêt à éviter ces coupures? Est-il prêt à créer ou appeler ces conférences nationales en vue de déterminer quels seraient les objectifs nationaux? Non, il n'est pas prêt à le faire. Comme le gouvernement qui le succède, il prend des mesures qui sont unilatérales, sans considération de l'impact sur le Québec et sans considération de l'impact de ces mesures sur toutes les provinces.

Monsieur le Président, j'aimerais peut-être citer aussi les commentaires du député, M. Roch La Salle, maintenant ministre des Travaux publics, lors de la troisième lecture du projet de loi C-77, le 5 avril 1982. Une chose est claire, dit-il, avec une nouvelle formule, le gouvernement fédéral aurait un meilleur arrangement qu'auparavant et il paierait 5 milliards de dollars de moins au cours des cinq prochaines années qu'avec l'ancienne formule. On ne peut pas éviter ces faits, monsieur le Président. Et nous savons effectivement que les coûts de ces services en question qui sont si vitaux pour tous les Canadiens augmentent et continueront à augmenter selon le scénario économique que nous avons présentement.

Monsieur le Président, disait l'actuel ministre des Travaux publics (M. La Salle), le ministre des Finances (M. Wilson) a forcé les provinces dans un *strait jacket* financier à cause du fait que le gouvernement fédéral réduit son déficit en coupant les fonds aux provinces. Il continue en disant que ce projet de loi touche des milliards de dollars et a des conséquences très importantes pour les secteurs de services qui sont impliqués.

Je ne peux pas comprendre, disait le ministre en tant que porte-parole de l'opposition, pourquoi le gouvernement n'a pas réussi à trouver un consensus et un compromis acceptable. Il a terminé en disant: Je conclus qu'à cause de ses actions, de son attitude et de son arrogance le gouvernement réussit à créer un climat de suspicion.

Monsieur le Président, je ne peux pas dire cela mieux moi-même que le porte-parole de l'opposition qui est maintenant ministre des Travaux publics. C'est à cause de ses actions, de son attitude, de son arrogance que le gouvernement conservateur maintenant crée tous ces problèmes auprès des provinces, y inclus la province de Québec. Ce sont les conservateurs qui ont fait de grosses promesses, de bonnes promesses: Nous allons maintenir les formules de 1977. Aucune coupure! Nous allons restaurer la situation qui existait avant que les coupures n'aient été imposées par les libéraux. Monsieur le Président, la situation qui existe maintenant, c'est que les conservateurs sont les nouveaux libéraux. Ils sont aussi pire que les libéraux qui formaient le gouvernement avant septembre 1984.

Je vous pose la question, monsieur le Président, vous êtes un politicien d'envergure. Vous connaissez la situation au Québec

puisque vous êtes Québécois aussi. Est-ce que vous-même vous ne pourriez voir aucune distinction entre les libéraux sous Pierre Trudeau et les conservateurs sous M. Mulroney? Est-ce que les politiques de M. MacEachen, comme ministre des Finances, étaient grandement différentes des politiques de M. Wilson (Etobicoke-Centre) en ce qui touche les coupures de ces formules de financement pour la santé et l'éducation postsecondaire, en ce qui touche le Québec? Monsieur le Président, si vous êtes vraiment sincère et honnête, vous prendrez votre position pour me répondre et dire: Non, je ne peux pas voir aucune distinction du tout, sauf que nous autres, nous sommes bleus et eux autres, ils étaient rouges. Monsieur le Président, c'est une distinction qu'il nous est impossible pour nous autres à dire.

Je me souviens que mon chef posait la question pendant la campagne électorale: Quelle est vraiment la différence entre Visa et MasterCard? C'était *Twiddle-dum* et *Twiddle-dee* comme on dit en anglais. Les deux sont identiques. Même, monsieur le Président, je crois qu'on pourrait dire que peut-être par une très mince distinction les conservateurs sont pire puisqu'ils ont ajouté d'autres coupures à celles qui avaient été imposées par les libéraux.

Maintenant, monsieur le Président, regardons quel est l'impact de ces coupures. A Québec, par exemple, on estime qu'en 1986-1987, en outre des 66 millions que le Québec a déjà perdus, le Québec va perdre 81,9 millions de dollars; en 1987-1988: 174,9 millions de dollars; en 1988-1989: 276 millions de dollars; en 1989-1990: 388,8 millions de dollars; en 1990-1991, le Québec va perdre plus de 500 millions de dollars qui sont essentiels pour payer l'éducation postsecondaire, pour maintenir nos hôpitaux ouverts, pour assurer un bon niveau de services de santé aux Québécois. C'est comme les poulets qui votent pour le colonel Sanders quand les Québécois ont élu 57 députés du côté conservateur lors des dernières élections, et maintenant, ils vont perdre 500 millions de dollars d'ici quelques années en termes de services de santé et d'éducation postsecondaire. Le total pendant ces cinq ans, monsieur le Président, c'est 2 milliards 435,4 millions de dollars. Maintenant qu'est-ce que cela veut dire?

Alors je fais appel aux honorables députés ici, parce que les députés du Québec du parti conservateur ne semblent pas vouloir s'impliquer dans ce débat... Les cautionnements qui ont été annoncés par le ministre des Finances et les autres députés du parti conservateur à l'opposition: Que de telles coupures ne peuvent avoir qu'un résultat. Elles vont diminuer la capacité pour le Québec d'entrer vraiment dans l'âge postindustrielle, de maintenir une capacité «à tête» avec la technologie de fine pointe, de maintenir la capacité du Québec de concurrencer dans un monde très difficile, à cause des coupures qui seront imposées sur l'éducation postsecondaire et sur les CEGEPS du Québec.

De telles coupures, monsieur le Président, 2,435,4 milliards de dollars dans l'espace de cinq ans, cela ne peut qu'influencer les services de santé.

Maintenant, les gens de Montréal vont peut-être continuer de bénéficier de normes... d'un service de santé pas mauvais. Mais est-ce que le gouvernement du Québec va pouvoir maintenir ces mêmes normes à Rimouski, sur la Côte-Nord, en Abitibi et dans toutes les autres régions du Québec? Et je